
Fiches thématiques

Services spécialisés

Avertissement

Cette édition des Services en France est présentée selon la Nomenclature d'Activités Française 2^e révision (NAF rév. 2), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 qui est articulée en sections, puis à l'intérieur en divisions, groupes, classes et sous-classes.

Par ailleurs, le dispositif de collecte des informations sur les entreprises a été entièrement refondu : le nouveau dispositif d'Élaboration des Statistiques ANnuelles d'Entreprises (Ésane) permet d'alléger la charge statistique des entreprises, en intégrant dans un seul système les données d'enquête et les sources administratives.

La mise en place d'Ésane a eu également pour conséquence un élargissement du champ de la publication, puisque, dorénavant, les Dom sont pris en compte dans le dispositif ; sauf mention contraire, les résultats portent donc sur la France entière.

Par ailleurs, depuis la loi de modernisation de l'économie (LME) et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme « entreprise » renvoie plutôt à une notion économique, qu'il n'est pas actuellement possible d'appréhender statistiquement. Cette publication décrit des sociétés (sous leurs diverses formes) ou des entreprises individuelles ou même des associations ; ces dernières sont très peu décrites en tant que telles dans cet ouvrage mais sont comptabilisées avec les sociétés ou les entreprises individuelles. L'ensemble de ces unités est désigné par l'acronyme de SNFEI (société non financière et entrepreneur individuel) ou par l'appellation unité légale, pour ne pas utiliser le vocable « entreprise ».

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.d.	Résultat non diffusable
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

4.1 Panorama des services spécialisés

En 2009, le secteur des **activités spécialisées, scientifiques et techniques** compte près de 300 000 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) et réalise un chiffre d'affaires de près de 181 milliards d'euros. Il contribue pour environ un tiers à l'ensemble des services marchands : 29 % des salariés (en équivalent-temps plein), 35 % du chiffre d'affaires et 34 % de la valeur ajoutée.

Ce secteur se compose majoritairement de sociétés non financières (54 %). À l'exception de quelques sociétés civiles professionnelles (3 %) et associations (1 %), les autres SNFEI sont presque toutes des entreprises individuelles (42 %), exerçant pour la plupart en profession libérale (37 %).

Les salaires bruts y sont supérieurs de 20 % à ceux versés dans l'ensemble des services (51 000 euros annuels contre 42 000 euros). Ce haut niveau s'explique par le montant élevé des rémunérations pratiquées dans les activités des sièges sociaux et le conseil de

gestion (80 000 euros par salarié et par an). Dans les autres activités, les salaires se situent dans la norme des services.

Le secteur est très peu diversifié, les cœurs de métier assurant plus de 95 % des recettes : architecture et ingénierie (25 %), activités des sièges sociaux (20 %), conseil de gestion et publicité (12 % chacun)... Les activités commerciales n'offrent qu'un appoint marginal, avec moins de 2 % des ventes (dont 1 % pour le commerce de gros d'équipements industriels).

Les activités **juridiques et comptables**, celles des **sièges sociaux et le conseil de gestion**, **l'architecture et l'ingénierie**, **le contrôle et les analyses techniques** dominent le secteur ; ils représentent respectivement 27 %, 26 % et 29 % de sa valeur ajoutée. En termes d'effectifs salariés, leurs poids respectifs s'établissent à 24 %, 22 % et 33 %. La **publicité et les études de marché** et surtout les **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** ont un moindre rôle. ■

Définitions

Activités spécialisées, scientifiques et techniques (section M de la NAF rév. 2) : cette section se compose de six divisions, dont la recherche et développement (R&D) en sciences physiques et naturelles, comme en sciences humaines et sociales.

Activités juridiques et comptables (division 69) : représentation juridique d'une partie contre une partie adverse, rédaction de documents juridiques, activités des notaires, huissiers, juges d'instruction et arbitres ; services comptables et tenue de comptes (voir *fiche 4.2*).

Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion (division 70) : conseil et assistance à des entreprises et autres organisations sur des questions de gestion ; supervision et gestion d'autres unités de la même société ou entreprise (voir *fiche 4.3*).

Architecture et ingénierie ; contrôle et analyses techniques (division 71) : prestations de services d'architecture, d'ingénierie, d'établissement de plans... ; services d'analyses physiques, chimiques et autres (voir *fiche 4.4*).

Publicité et études de marché (division 73) : création de campagnes publicitaires et diffusion de la publicité sur différents supports ; conception de structures et de sites d'affichage ; études de marché et sondages d'opinion (voir *fiche 4.5*).

Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (division 74) : activités spécialisées de design, activités photographiques, traduction et interprétation, autres activités spécialisées requérant des compétences professionnelles, scientifiques et techniques plus avancées (voir *fiche 4.6*).

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.experts-comptables.fr : Ordre des experts-comptables ; www.syntec-management.com : Syntec Conseil en management ; www.syntec-recrutement.org : Syntec Conseil en recrutement ; www.syntec-ingenierie.fr : Syntec-Ingénierie ; www.syntec-etudes.com : Syntec Études, marketing et opinion.

Panorama des services spécialisés 4.1

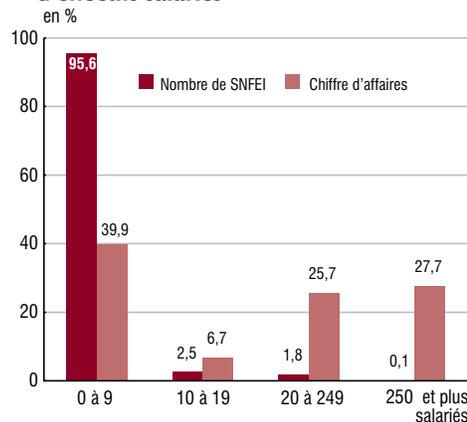
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée	Taux de marge	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité
Activités juridiques et comptables	73 000	214 200	42,0	31 650	22 370	33,1	0,9	30,9
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	89 900	192 700	79,5	58 590	21 600	6,1	11,4	141,0
Architecture et ingénierie ; contrôle et analyses techniques	76 600	291 500	44,2	51 440	23 560	16,7	6,2	17,4
Recherche et développement en science	3 200	42 600	48,9	8 190	3 150	4,8	20,1	1,7
Publicité et études de marché	23 500	113 600	40,6	24 510	8 530	19,4	4,1	7,0
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	33 100	28 900	43,8	6 440	2 880	31,1	10,9	34,7
Ensemble activités spécialisées, scientifiques et techniques	299 300	883 500	51,1	180 820	82 090	18,7	5,1	52,5

Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

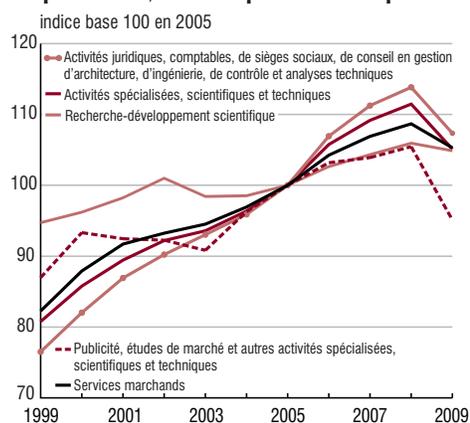
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

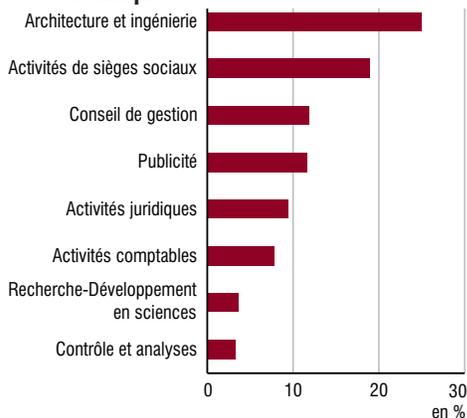
4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

3. Répartition des ventes du secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques



Champ : France

Source : Insee, Ésane 2009.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ALCATEL LUCENT
ALSTOM POWER SYSTEMS SA
ITM ALIMENTAIRE FRANCE
JCDECAUX SA
KPMG
PAGESJAUNES
SANOFI-AVENTIS GROUPE
TECHNIP FRANCE
TF1 PUBLICITE
TOTAL SA

Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

4.2 Activités juridiques et comptables

En 2009, le secteur des **activités juridiques et comptables** compte 73 000 SNFEI (sociétés non financières et entreprises individuelles) dont les deux tiers sont des entrepreneurs individuels ayant le statut de profession libérale ou d'officier public ou ministériel. Il emploie 214 200 salariés en équivalent-temps plein (EQTP) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 32 milliards d'euros. Sa contribution aux services marchands se situe à hauteur de 5 % du CA et de 6 % en termes d'effectifs salariés (EQTP). Elle atteint 7 % pour la valeur ajoutée (VA) et près de 8 % pour l'excédent brut d'exploitation (EBE).

Le secteur se caractérise par un taux d'intégration (VA/CA) très élevé (71 % contre 46 % en moyenne dans les services), lié à la nature même de la profession. En effet, les activités juridiques et comptables reposent sur de l'expertise intellectuelle, et ne nécessitent pas ou peu d'achats de consommations intermédiaires. Il se distingue aussi par une faible concentration, malgré l'existence de quelques grands cabinets de dimension internationale : une multiplicité d'entreprises individuelles, souvent dépourvues de salarié, ont, plus qu'ailleurs, un rôle déterminant. Enfin, le secteur est peu diversifié, chaque unité légale, du fait de sa petite taille, se limitant à son cœur de métier. Il propose, très marginalement, des services d'agences immobilières (0,6 %), du conseil pour les affaires et la gestion (0,3 %) ou des services de

recouvrement de factures ou d'évaluation de crédit (0,2 %).

Les SNFEI exerçant une **activité juridique** à titre principal sont deux fois plus nombreuses que leurs homologues comptables et génèrent un chiffre d'affaires et une valeur ajoutée supérieures respectivement de 19 % et 32 %. Elles sont d'une taille nettement inférieure (1,8 salarié EQTP en moyenne contre 5,2). Les rémunérations versées sont dans la moyenne des services marchands (42 000 euros annuels). Leur situation financière est florissante en 2009, comme elle l'était déjà en 2008. Elle est à peine impactée par le recul général de l'activité : le taux de marge (EBE/VA) passe de 48 % à 45 % et le taux de profitabilité (résultat net/VA) de 45 % à 42 %. La contractualisation croissante de l'économie et l'essor des règlements à l'amiable sont à l'origine de ce dynamisme et d'une nouvelle organisation de ces professions (loi de modernisation des professions juridiques du 18 mars 2011).

La mise en œuvre de la loi de sécurité financière (LSF) de 2003 et le passage aux normes comptables internationales (IAS/IFRS) en 2005 avaient soutenu l'**activité comptable** ces dernières années. Mais cette année, comme en 2008, les résultats financiers sont loin d'être aussi bons que ceux des entités juridiques : le taux de marge atteint 16,9 % et le taux de profitabilité 16,5 %.

Définitions

Activités juridiques et comptables (division 69 de la NAF rév. 2) : ce secteur se compose de deux groupes.

Activités juridiques (groupe 691) : représentation juridique d'une partie contre une partie adverse, que ce soit ou non devant des tribunaux ou d'autres organes judiciaires, par des membres du barreau ou sous leur contrôle, sous la forme d'activités de conseil et de représentation dans des affaires civiles ou pénales ou dans des conflits du travail ; rédaction de documents juridiques (statuts, accords d'association, documents relatifs à la constitution de sociétés, brevets, droits d'auteur...), rédaction d'actes, de testaments, d'actes fiduciaires, etc. ; activités des notaires, huissiers, juges d'instruction et arbitres.

Activités comptables (groupe 692) : vérification des comptes, préparation des états financiers, tenue de livres. Ce groupe ne comprend pas le conseil de gestion en matière de systèmes comptables, les procédures de contrôle budgétaire (70.22Z), le recouvrement des factures (82.19Z).

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 - Rapport sur les comptes », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.ugnf-snn.org : syndicat national des notaires ; www.lesaf.org : syndicat des avocats de France (SAF) ; www.experts-comptables.fr : experts-comptables de France (ECF) ; www.ifec.fr : institut des experts-comptables et des commissaires aux comptes (Ifec).

Activités juridiques et comptables 4.2

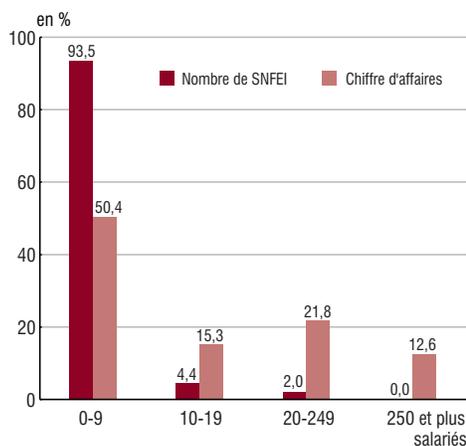
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée en M€	Taux de marge en %	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité en %
Activités juridiques	48 900	88 300	41,7	17 200	12 700	45,4	0,1	41,8
Activités comptables	24 100	125 900	42,3	14 450	9 700	16,9	2,0	16,5
Activités juridiques et comptables	73 000	214 200	42,0	31 650	22 400	33,1	0,9	30,9

Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

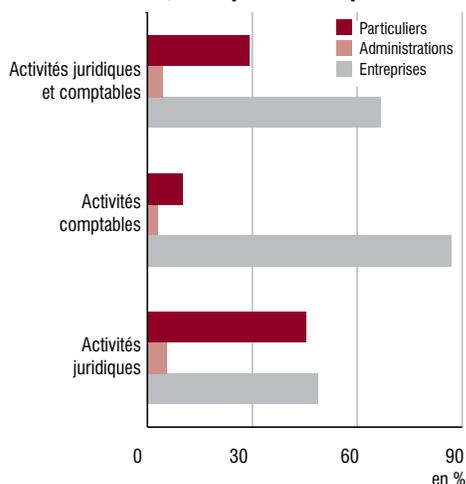
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

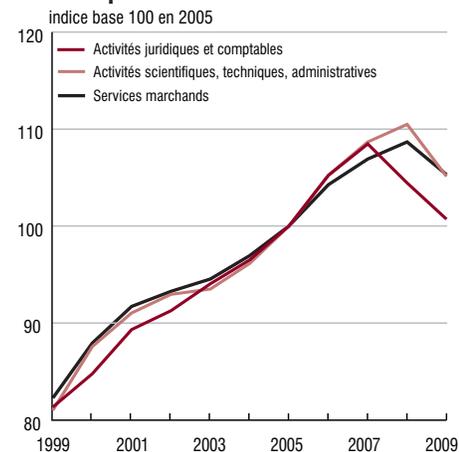
3. Répartition de la clientèle du secteur des activités juridiques et comptables



Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans les activités juridiques et comptables



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ASSOCIATION GIDE LOYRETTE NOUËL
DELOITTE ET ASSOCIES
ERNST & YOUNG AUDIT
ERNST & YOUNG ET ASSOCIES
ERNST & YOUNG ET AUTRES
FIDAL
KPMG
MAZARS
PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
SOC FIDUCIAIRE NATIO EXPERTISE COMPTABLE

Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

4.3 Activités des sièges sociaux et conseil de gestion

En 2009, le secteur des **sièges sociaux et du conseil de gestion** regroupe environ 90 000 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 59 milliards d'euros ; c'est le troisième plus important contributeur aux services marchands en termes de ventes (8,8 %), après les activités immobilières (10,5 %) et les télécommunications (10,2 %), mais le septième seulement pour la valeur ajoutée (6,9 %). Concernant l'emploi salarié, il n'est qu'au huitième rang, avec un apport à 5,5 %.

Ce secteur est peu intégré : son taux d'intégration (VA/CA) est nettement inférieur à la moyenne des services (37 % contre 47 %). Il est également peu diversifié : son cœur de métier (activités de sièges sociaux et conseil de gestion) totalise 93 % des ventes. Les activités secondaires les plus fréquemment associées, comme les autres commerces de détail en magasin non spécialisé (47.19B) ou les autres mises à disposition de ressources humaines (78.30Z), n'ont qu'une très faible part dans le CA, avoisinant au mieux 1 %.

Bien que six fois moins nombreux que les sociétés de conseil de gestion, les **sièges sociaux** sont la première activité du secteur en termes de richesses produites (61 % du CA et 53 % de la VA). Le très haut niveau de rémunération (100 000 euros par an et par salarié, soit deux fois plus que dans l'ensemble des services marchands) affecte fortement le taux

de marge (excédent brut d'exploitation/valeur ajoutée), qui, déjà faible en 2008 (6 %), devient négatif en 2009 (- 11 %). Le taux de profitabilité explose, passant de 6 % à 258 %, en raison d'un résultat financier (produits financiers - charges financières) d'un montant considérable, équivalent au chiffre d'affaires. Ce résultat hors norme est dû aux restructurations et aux mouvements boursiers consécutifs à la crise bancaire, mais surtout au fait que les sièges sociaux recouvrent les profits et les pertes des sociétés du groupe ; dans ce secteur, le lien entre résultat d'activité et résultat financier est donc très différent de celui des autres secteurs.

Les résultats économiques et financiers du **conseil de gestion** sont moins atypiques que ceux des sièges sociaux : le taux de marge s'établit à 25 % (contre 29 % dans l'ensemble des services), le taux de profitabilité est affaibli par les conséquences de la crise (11 % après 22 % en 2008). La rémunération moyenne y est moins élevée que dans les sièges sociaux (63 000 euros par an et par salarié), mais reste au-dessus de celle des services marchands (42 000 euros). Le conseil de gestion regroupe deux activités distinctes : le conseil en relations publiques et en communication d'une part, le conseil pour les affaires et la gestion d'autre part, de dimensions fort différentes, les ventes du second étant dix fois supérieures à celles du premier. ■

Définitions

Activités des sièges sociaux et conseil de gestion (division 70 de la NAF rév. 2) : ce secteur se compose de deux groupes.

Activités des sièges sociaux (groupe 70.1) : supervision et gestion d'autres unités de la même entreprise ou du même groupe, prise en charge du rôle de planification et de direction stratégique ou organisationnelle de l'entreprise ou du groupe, exercice du contrôle opérationnel et gestion des opérations courantes des unités rattachées. Cette sous-classe ne concerne que des unités sans activité productive significative et exclut les activités des agences de publicité et régies publicitaires de médias, les études de marché et sondages.

Conseil de gestion (groupe 70.2) : conseil en relations publiques et communication, dont le *lobbying* (70.21Z), conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (70.22Z) ; planification d'entreprise stratégique et organisationnelle, reconfiguration de processus, gestion du changement, réduction des coûts et autres questions financières, objectifs et politiques de marketing, politiques, pratiques et planification en matière de ressources humaines, stratégies de rémunération et retraite, planification de la production et du contrôle.

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- « 2009 : l'activité des services marchands régresse », *Insee Première* n° 1302, juin 2010.
- Sites internet : www.syntec-management.com : Syntec conseil en management ; www.syntec-recrutement.org : Syntec conseil en recrutement.

Activités des sièges sociaux et conseil de gestion 4.3

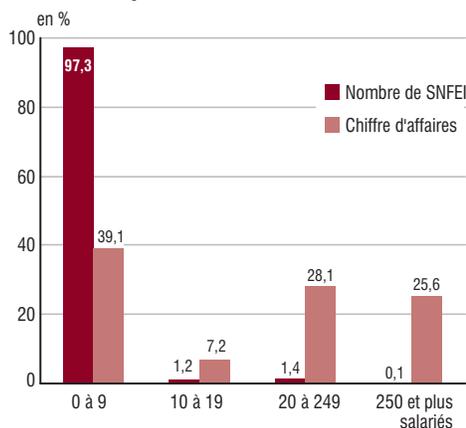
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Taux de marge	Taux d'investissement	Taux de profitabilité
				en M€				
Activités des sièges sociaux	12 800	85 600	100,1	35 810	11 370	-11,0	15,4	258,0
Conseil de gestion	77 100	107 100	63,0	22 780	10 230	24,7	7,0	10,8
Conseil en relations publiques et communication	9 300	9 600	53,1	2 130	1 170	32,8	n.d.	24,6
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	67 900	97 500	63,9	20 650	9 060	23,6	n.d.	9
Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	89 900	192 700	79,5	58 590	21 600	6,1	11,4	141,0

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

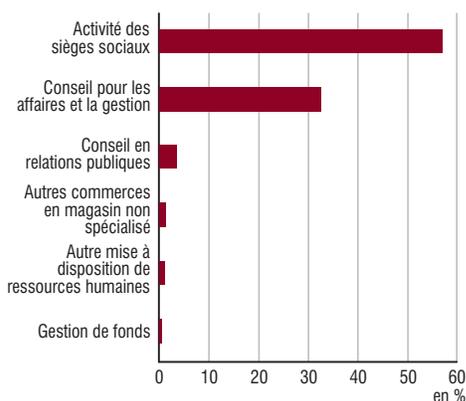
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

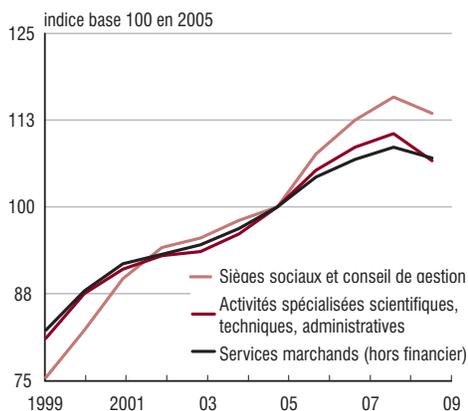
3. Répartition des ventes du secteur des sièges sociaux et du conseil de gestion



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

4. Évolution en volume production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur des sièges sociaux et le conseil de gestion



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

4.4 Architecture et ingénierie, contrôle et analyses techniques

En 2009, le secteur de l'**architecture et de l'ingénierie, du contrôle et des analyses techniques** compte 76 600 sociétés non financières et entreprises individuelles (SNFEI), emploie 291 500 salariés (comptabilisés en équivalent-temps plein) et génère un chiffre d'affaires (CA) de 51,4 milliards d'euros. Il contribue à 8 % de l'emploi et du CA des services marchands. Le secteur est constitué majoritairement de sociétés (59 % des SNFEI), qui réalisent 90 % des ventes.

La principale activité de ce secteur est l'**ingénierie** (47 % des SNFEI, 69 % des effectifs et 74 % du chiffre d'affaires). Le niveau de rémunération y est légèrement supérieur à la moyenne des services (respectivement 45 000 et 42 000 euros annuels), en raison d'une main-d'œuvre technique qualifiée.

L'ingénierie se caractérise par un niveau d'intégration (valeur ajoutée/CA) inférieur à la moyenne (40 % contre 46 %), du fait d'un fort recours à la sous-traitance et au travail intérimaire, et par une très faible diversification. 5 % seulement des ventes proviennent de produits ne ressortissant pas directement de l'ingénierie, mais entrant dans le cadre des contrats clés en main : commerce de gros d'équipements industriels (2,4 %), activité de placement de main-d'œuvre (0,3 %), conseil en systèmes et logiciels informatiques (0,3 %). En revanche, le secteur est relativement concentré pour une profession de

services : les dix premières sociétés réalisent 14 % du chiffre d'affaires, elles sont filiales de grands groupes internationaux œuvrant dans l'industrie parapétrolière, l'énergie, les transports, les télécommunications, etc.

L'**architecture** pèse peu à côté de l'ingénierie : 35 200 salariés (contre 199 800) et 7,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires contre 38,2. Malgré un contexte difficile (recul de l'activité dans la construction et, de ce fait, intensification de la concurrence), la situation financière de ce sous-secteur s'est améliorée entre 2008 et 2009. Elle est nettement meilleure que celle de l'ingénierie avec un taux de marge (excédent brut d'exploitation/VA) de 36,0 % (contre 11,3 %) et un taux de profitabilité de 32,1 % (contre 14,6 %).

Le secteur du **contrôle et des analyses techniques** englobe deux métiers différents : le contrôle technique automobile, activité très encadrée par les pouvoirs publics et soumise à des normes environnementales en évolution rapide, et les analyses, essais et inspections techniques. Le premier s'appuie sur de très petites SNFEI (moins de trois salariés en moyenne), le second nécessite des unités de plus grande taille (huit personnes en moyenne). Alors que le contrôle technique automobile tire de son activité une profitabilité proche de la moyenne des services (respectivement 19,4 % et 26 %), le secteur des analyses techniques se trouve dans une situation plus délicate (8,4 %). ■

Définitions

Activités d'architecture et d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (division 71 de la NAF rév.2) : ce secteur se compose de deux groupes.

Activités d'architecture et d'ingénierie (groupe 711) : activités d'architecture (7111Z) : conception de projets architecturaux, urbanisme et architecture paysagère, conseil en matière d'architecture ; activités de géomètres (7112A), dont levé géodésique, photogrammétrie ; activités d'ingénierie et de conseil (7112B) dans la conception de machines, matériaux, instruments, structures, processus et systèmes, gestion de projets de construction...

Services de contrôle et d'analyses techniques (groupe 712) : contrôle technique automobile (7120A), avec la délivrance d'un certificat ; analyses, essais et inspections techniques (7120B) : analyses physiques, chimiques et autres sur tous types de matériaux et de produits, certification de produits, essais à l'aide de modèles ou de maquettes, services de laboratoires de police.

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.architectes.org : Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA) ; www.geometre-expert.fr : Ordre national des géomètres experts (GE) ; www.syntec-ingenierie.fr : Syntec ingénierie ; www.cnisf.org : Conseil national des ingénieurs et des scientifiques de France (CNISF).

Architecture et ingénierie, contrôle et analyses techniques 4.4

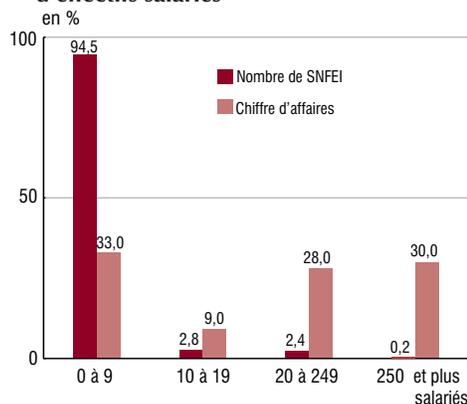
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée en M€	Taux de marge en %	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité en %
Activités d'architecture et d'ingénierie	66 500	235 000	45,9	45 260	19 910	16,9	6,3	18,6
Activités d'architecture	30 700	35 200	49,6	7 110	4 560	36,0	4,4	32,1
Activités d'ingénierie	35 800	199 800	45,3	38 150	15 350	11,3	6,8	14,6
Activités de contrôle et analyses techniques	10 100	56 500	37,1	6 180	3 660	15,3	6,0	10,8
Contrôle technique automobile	4 300	11 300	34,2	1 240	790	27,6	n.d.	19,4
Analyses, essais et inspections techniques	5 800	45 300	37,9	4 940	2 870	12,0	n.d.	8,4
Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	76 600	291 500	44,2	51 440	23 570	16,7	6,2	17,4

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

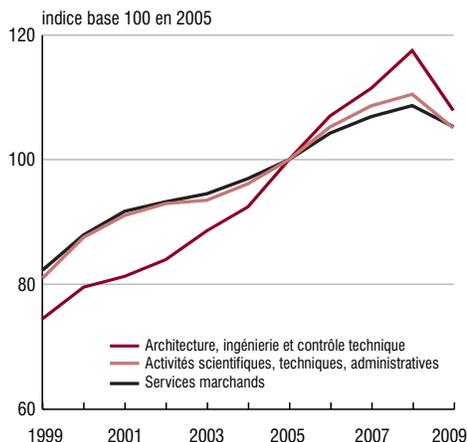
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

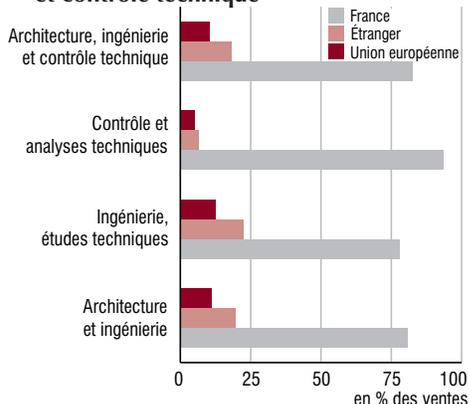
4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur de l'architecture, de l'ingénierie et du contrôle technique



Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

3. Répartition géographique de la clientèle du secteur de l'architecture, ingénierie et contrôle technique



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

4.5 Publicité et études de marché

En 2009, le secteur de la **publicité et études de marché** totalise 23 500 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI). Il emploie 113 600 salariés (en équivalent-temps plein) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 24,5 milliards d'euros. Sa contribution aux services marchands avoisine 4 % en termes de ventes, mais elle est inférieure à 3 % en ce qui concerne la valeur ajoutée (VA) et l'excédent brut d'exploitation (EBE).

Ce secteur repose sur des SNFEI de petite taille, le nombre moyen de salariés étant compris entre trois et six selon l'activité. Les trois quarts sont des sociétés ; elles génèrent 98 % du CA. Les rémunérations par salarié se situent dans la moyenne des services marchands (40 600 euros par an contre 41 700 euros) ; les études de marché et sondages sont plus lucratives que la publicité (44 700 euros contre 39 800).

La **publicité** (agences et régies publicitaires de médias) constitue l'essentiel du secteur : 78 % des SNFEI, 85 % des salariés, 89 % du CA. Cette activité se caractérise par un faible taux d'intégration (VA/CA) (33 % contre 46 %), qu'expliquent l'achat, l'aménagement ou l'entretien de supports publicitaires (panneaux, journaux, temps d'antenne...) ; ce ratio est particulièrement bas pour les régies publicitaires de médias (25 %). Le secteur de la publicité est peu diversifié : 96 % des ventes sont directement liées au cœur de métier.

Les agences de publicité sont la principale composante de la publicité. Comme les budgets publicitaires des entreprises se sont contractés en 2009, leur situation financière s'est détériorée : le taux de marge (EBE/VA) est passé de 36,5 % à 13,4 % et le taux de profitabilité (résultat net comptable/VA) de 11,8 % à 7,4 %.

Le taux de marge des régies publicitaires de médias est nettement plus élevé (33,9 %), ce qui s'explique par la nature même de leur métier. En effet, les agences vendent essentiellement des prestations intellectuelles, tandis que les régies sont spécialisées dans la mise à disposition de supports publicitaires, ce qui exige de dégager une marge suffisante pour financer leur acquisition.

Le secteur des **études de marché et sondages** est de taille plus modeste que celui de la publicité (11 % du chiffre d'affaires du secteur). Il est sensible à la conjoncture économique, comme aux cycles électoraux. En 2009, il a donc subi de plein fouet les effets de la récession. Le taux de marge baisse (de 15,1 % en 2008 à 11,8 % en 2009), le taux de profitabilité s'effondre (de 13,8 % à 0,8 %). Le poids élevé des charges financières (dotations financières aux amortissements et intérêts et charges assimilés) explique la faiblesse du résultat net comptable. Quelques grands groupes internationaux dominent le marché et les vingt premières sociétés en termes de CA se partagent plus du tiers des facturations. ■

Définitions

Publicité et études de marché (division 73 de la NAF rév. 2) : ce secteur se compose de deux sous-secteurs.

Publicité (groupe 73.1) : activités des agences de publicité (73.11Z) : conception et réalisation de campagnes publicitaires, réalisation de campagnes de marketing et d'autres services publicitaires destinés à attirer et fidéliser les consommateurs, pose d'affiches fixes ou mobiles, aménagement et entretien des panneaux publicitaires ; régie publicitaire de médias (73.12Z), dont régie publicitaire de médias pour la vente ou la revente de temps d'antenne et d'espaces publicitaires, centrales d'achat d'espaces.

Études de marché et sondages (groupe 73.2) : études économiques ou sociologiques pour compte de tiers ; études de marché (enquêtes qualitatives, quantitatives *ad hoc*, quantitatives continues et régulières, hors enquêtes), sondages et enquêtes d'opinion.

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.aacc.fr : Association des agences-Conseils en communication (AACC) ; www.irep.asso.fr : Institut de recherches et d'études publicitaires (Irep) ; www.syntec-etudes.com : Syntec Études, marketing et opinion.

Publicité et études de marché 4.5

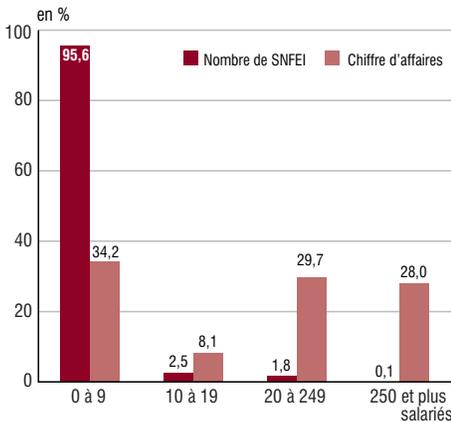
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée	Taux de marge	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité
Publicité	18 400	96 400	39,8	21 880	7 280	20,8	4,4	8,1
Activités des agences de publicité	14 500	71 700	38,1	11 550	4 660	13,4	n.d.	7,4
Régie publicitaire de médias	3 900	24 700	44,8	10 320	2 620	33,9	n.d.	9,3
Études de marché et sondages	5 100	17 200	44,7	2 640	1 260	11,8	2,4	0,8
Total publicité et études de marché	23 500	113 600	40,6	24 520	8 540	19,4	4,1	7,0

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

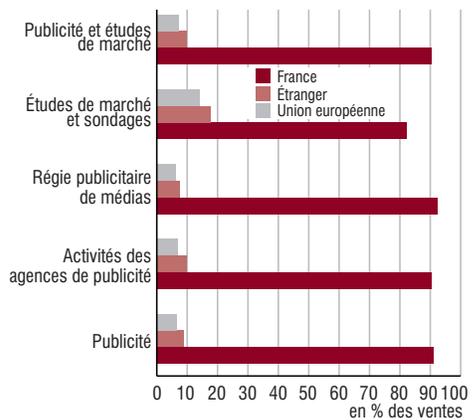
2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

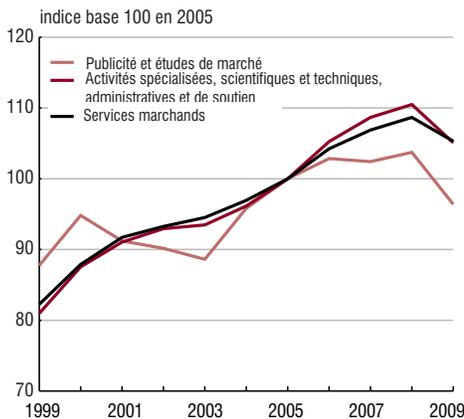
3. Répartition géographique de la clientèle du secteur de la publicité et des études de marché



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur de la publicité et des études de marché

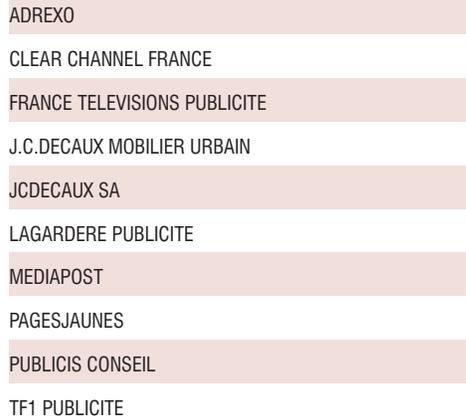


Champ : France.

Source : Insee, Comptes nationaux.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

4.6 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques

En 2009, les 33 100 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) du secteur des **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques** emploient 28 900 salariés en équivalent-temps plein (EQTP) et réalisent un chiffre d'affaires (CA) de 6,4 milliards d'euros. 60 % de ces unités sont des entreprises individuelles, ce qui explique la très petite taille moyenne des SNFEI : moins d'un salarié.

Les **activités spécialisées de design** se caractérisent par une rémunération par salarié élevée (54 900 euros par an contre 41 700 euros dans l'ensemble des services marchands), un taux d'intégration (valeur ajoutée/CA) et un taux de marge (excédent brut d'exploitation/VA) supérieurs à la moyenne (respectivement 49 % contre 46 % et 35 % contre 29 %). Le taux de profitabilité, en revanche, est légèrement inférieur (résultat net comptable/VA) : 24 % contre 26 %, en baisse par rapport à 2008 (27 %).

Bien que de taille modeste, les SNFEI exerçant à titre principal une **activité photographique** sont plus grandes que leurs homologues du design (1,2 salarié en moyenne contre 0,5). 81 % de leur chiffre d'affaires proviennent de leur cœur de métier. Les ventes de matériel photographique et optique ou informatique leur procurent près d'un cinquième de leurs recettes (18 %). La moitié du CA est réalisée avec des particuliers qui sont leur principale clientèle. Quelques grandes structures dominent : les cinq plus

grandes sociétés réalisent, en effet, près du tiers du chiffre d'affaires.

Le sous-secteur de la **traduction et d'interprétation** est constitué principalement d'entreprises individuelles (85 % des SNFEI). Sa contribution aux autres activités spécialisées, scientifiques et techniques est nettement inférieure à celles du design et de la photographie : 9 % des salariés contre respectivement 13 % et 30 %, 8 % du chiffre d'affaires contre 19 % et 23 %. Ne nécessitant que peu de moyens pour s'exercer, le métier d'interprète et de traducteur se caractérise par un fort taux d'intégration (57 %), une rémunération par salarié modeste (40 400 euros) et un taux de profitabilité élevé (41 %).

Enfin, avec 48 % des salariés, 50 % du CA et 53 % de la valeur ajoutée, les **autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non comprises ailleurs** sont un poste solide qui constitue le sous-secteur le plus important des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques. Un sixième de leur chiffre d'affaires est réalisé par les économistes de la construction (autrement dénommés métreurs-vérificateurs-conseils) responsables, lors de l'édification ou de la réhabilitation d'un bâtiment, de la maîtrise financière dans toutes les phases de la réalisation de l'ouvrage (depuis les études jusqu'à l'exploitation de l'immeuble). À ce titre, ils coordonnent les travaux, vérifient les devis et les mémoires, rédigent les contrats d'engagement, suivent financièrement les opérations... ■

Définitions

Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (division 74 de la NAF rév. 2) : ce secteur se compose de quatre sous-secteurs.

Activités spécialisées de design (groupe 74.1) : conception de modèles et produits pour l'industrie ; aménagement de l'espace et de l'environnement ; conception de plans pour l'aménagement intérieur d'espaces ou locaux ; autres activités de design (pour mobilier, textile, bijouterie...) ; conception de modèles originaux pour compte propre (avec propriété intellectuelle).

Activités photographiques (groupe 74.2) : développement et tirage, restauration, retouche et copie de photographies et de films cinématographiques ; services de studios photographiques, de machines automatiques de photographie, de photographes de presse indépendants...

Traduction et interprétation (groupe 74.3).

Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non comprises ailleurs (groupe 74.9) : activité des économistes de la construction (74.90A) ; activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses, dont conseil en agronomie, en sécurité industrielle ou personnelle, exploitation de procédés, marques, licences... (74.90B).

Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2009 », *Document de travail*, Insee, juin 2010.
- Sites internet : www.photosapiens.com/ : Chambre syndicale des photographes professionnels (CSPP) ; www.aiic.net : Association internationale des interprètes de conférence (AIIC).

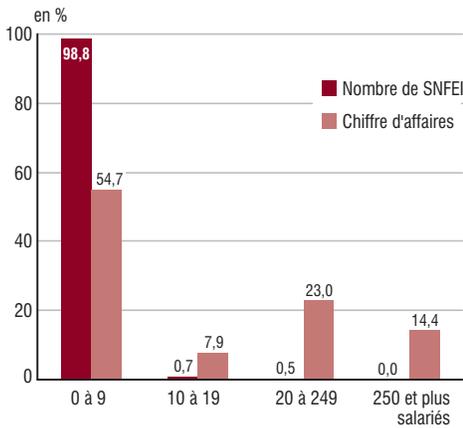
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques 4.6

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Effectifs salariés en EQTP	Rémunération par salarié (K€)	Chiffre d'affaires en M€	Valeur ajoutée en M€	Taux de marge	Taux d'investissement en %	Taux de profitabilité
Activités spécialisées de design	7 800	3 900	54,9	1 190	510	34,5	5,2	23,7
Activités photographiques	7 400	8 600	35,3	1 470	540	14,6	12,5	- 5,4
Traduction et interprétation	8 700	2 500	40,4	540	310	40,0	4,1	40,5
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques n.c.a.	9 200	13 900	46,6	3 240	1 520	34,0	13,7	51,5
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	33 100	28 900	43,8	6 440	2 880	31,1	10,9	34,7

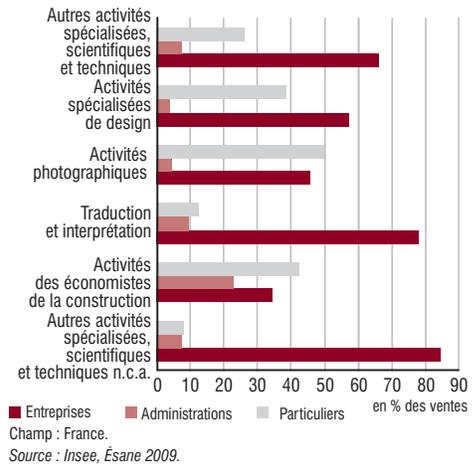
Champ : France.
Source : Insee, É sane 2009.

2. Répartition du nombre de SNFEI et du chiffre d'affaires par tranche d'effectifs salariés



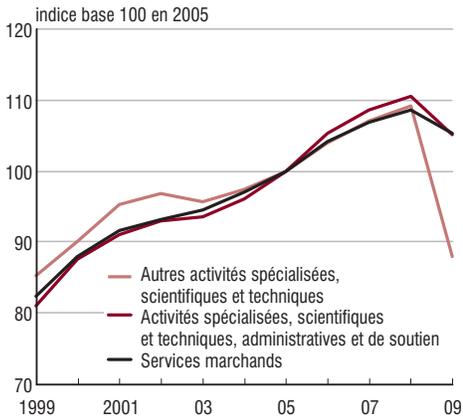
Champ : France.
Source : Insee, É sane 2009.

3. Répartition de la clientèle du secteur des autres activités spécialisées



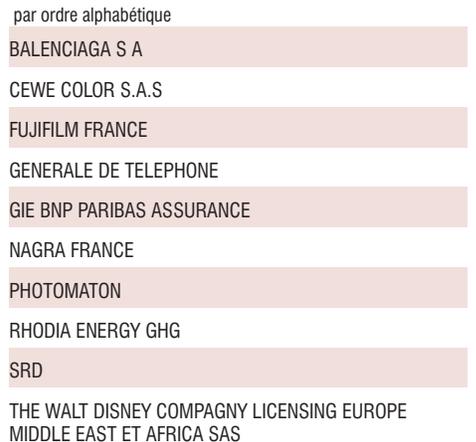
Source : Insee, É sane 2009.

4. Évolution de la production en volume de 1999 à 2009 dans le secteur des autres activités spécialisées, scientifiques et techniques



Champ : France.
Source : Insee, Comptes nationaux.

5. Les plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires



Champ : France.
Source : Insee, É sane 2009.